

Newsletter

May 2021



Déclarations fiscales françaises 2021 et cryptomonnaies: les frontaliers également concernés

Alors que la saison déclarative bat son plein en France, l'heure est venue de déclarer les gains en cryptomonnaies réalisés au cours de l'année 2020. La volatilité de ces actifs a généré pour certains contribuables d'importantes plus-values, aux conséquences fiscales non négligeables. Les travailleurs suisses qui résident en France et qui sont actifs sur le marché des cryptomonnaies n'échappent pas à leurs obligations fiscales, avec toutefois des particularités s'agissant du taux d'imposition qui leur est applicable.

C'est donc l'occasion de faire un tour d'horizon de la fiscalité des actifs numériques en France.

Quelles sont les opérations imposables ?

Le régime d'imposition varie selon que les cessions sont réalisées à titre occasionnel ou habituel. Selon l'article 150 VH Bis du CGI, instauré par la loi de finance pour 2019, sont concernées les personnes physiques fiscalement domiciliées en France qui réalisent occasionnellement des opérations de cession à titre onéreux d'actifs numériques à savoir :

- (i) les conversions de cryptomonnaies en devise ayant cours légal (EUR/CHF/USD), que les gains soient maintenus sur la plateforme d'échange ou transférés sur le compte bancaire et
- (ii) les échanges de cryptomonnaies contre un bien ou service. Si vous souhaitez régler vos achats en cryptomonnaie sans les convertir en euros, vous serez tenu de déclarer cette dépense au fisc.

En revanche, les transactions entre deux cryptomonnaies (par exemple échange de bitcoins contre stablecoins) ne déclenchent pas d'imposition immédiate. Les stablecoins étant directement corrélés à une monnaie fiat (ex : USD), elles permettent de se prémunir contre la volatilité du marché des cryptomonnaies et de sécuriser ses plus-values. Cette neutralisation fiscale est la bienvenue en pratique.

En outre, les plus-values dont le montant total annuel n'excède pas 305 euros sont exonérées.

Comment ces gains sont-ils taxés en France ?

Les gains occasionnels de cession de crypto-actifs sont obligatoirement imposés au taux forfaitaire de 30% (12,8% d'impôt + 17,2% de CSG/CRDS). En revanche, les opérations de cession réalisées à titre habituel sont rattachées à la catégorie des BIC, et soumises au barème progressif de l'impôt sur le revenu (auquel s'ajoutent des prélèvements sociaux).

La notion d'exercice à titre occasionnel revêt donc une importance capitale, donnant lieu à un certain nombre d'obligations comptables, et une imposition plus élevée pouvant atteindre un taux de 65%.

Les critères permettant de qualifier l'activité d'habituelle ne sont toutefois pas précisés dans la loi. Dès lors, il convient de se référer à la jurisprudence et à l'instruction administrative du 12 septembre 2012⁽¹⁾, qui considèrent que la qualification s'apprécie au cas par cas et en fonction des circonstances de fait. Sont notamment retenus les critères suivants : répétition fréquente des opérations et délais d'achat/vente, les conditions d'acquisition, le montant des échanges.

A eux seuls, ces critères ne sauraient être déterminants et d'autres éléments sont également pertinents comme le savoir-faire (compétences et expérience développées par le contribuable), la sophistication des moyens utilisés à des fins professionnels (outils de trading complexes, stratégies sur dérivés) ou l'exercice ou non d'une autre activité à temps plein.

Ce manque de prévisibilité peut donc être préjudiciable pour le contribuable en ce qu'il laisse une marge de manœuvre importante à l'administration fiscale, laquelle sera tentée de retenir le caractère habituel des opérations.

⁽¹⁾BOI-BIC-CHAMP-10-20 n.10 à 30

Les frontaliers, exonérés de la CSG/CRDS sur leurs revenus en cryptomonnaie ?

Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2019, les personnes fiscalement domiciliées en France ou non sont exonérées des prélèvements sociaux (CSG/CRDS) sur leurs revenus du capital à la condition (i) qu'elles soient affiliées à un régime d'assurance maladie dans un autre Etat de l'EEE ou en Suisse et (ii) qu'elles ne soient pas à la charge d'un régime obligatoire de sécurité sociale français.

Les travailleurs frontaliers suisses qui remplissent les conditions précitées ne sont redevables que du prélèvement de solidarités de 7,5% sur l'ensemble de leurs revenus du patrimoine et de placement de source française ou étrangère.

Les revenus concernés sont ceux du patrimoine (ex : revenus fonciers), les produits de placement (ex : dividendes) et les plus-values immobilières. Les gains tirés de la cession de crypto-actifs sont en principe également concernés.

Sur la question de savoir si les frontaliers ayant opté pour le régime français CMU peuvent bénéficier de l'exonération de la CSG/CRDS dans les mêmes conditions que ceux rattachés au système suisse LAMal, le Ministère des Affaires sociales y répond par l'affirmative, «*dès lors qu'ils relèvent en principe de la législation sociale suisse au regard des règles de répartition des compétences posées par le Règlement (que ce soit pour toutes les branches, y compris la maladie, ou même que par exercice de l'option pour l'exemption en Suisse, ils soient affiliés à la branche maladie en France)*»⁽²⁾.

En conséquence, les frontaliers devraient être imposés au taux de 20,3% (au lieu de 30%) sur leurs revenus tirés de la cession occasionnelle de leurs crypto actifs.

Comptes ouverts à l'étranger et obligations déclaratives

Il est rappelé que les contribuables français ont l'obligation de déclarer leurs comptes bancaires détenus à l'étranger, y compris ceux ouverts auprès d'une néobanque (telle que Revolut). Cette obligation a été étendue aux comptes d'échanges d'actifs numériques dès lors qu'ils sont établis à l'étranger (cas de Kraken ou Coinbase).

L'absence de déclaration d'un compte d'actifs numériques est sanctionnée d'une amende de 750€ pouvant être portée à 1,500€ si la valeur du compte dépasse 50,000 €.

La charge administrative liée à la déclaration de ces actifs numériques et la complexité des règles fiscales qui leur sont applicables sont source de difficultés pour les contribuables. Afin d'éviter tout écueil, nos fiscalistes se tiennent à votre disposition pour vous accompagner dans ces démarches qui peuvent s'avérer fastidieuses.

Sarah MERIGUET
Legal & Tax
French Qualified Lawyer
sarah.meriguët@fige.ch

⁽²⁾[Communiqué de Presse du groupement transfrontalier européen, 3 avril 2019](#)

Private investment companies: strategies and tools for an optimal estate planning

Estate planning is fast becoming an urgent issue facing today's global situation.

Also, it is not secret that the *Baby Boomer* generation who has created and accumulated family wealth over the past decades, is more and more confronted with situations where making an accurate estate plan is vitally important.

This is particularly relevant as many families, very often originating from civil law countries, have their assets structured through Private Investment Companies (PIC) incorporated in common law jurisdictions, which apply their own succession rules, such as the British Virgin Islands (BVI) for instance.

In this article we will take a brief look at succession to shares in a BVI business company held by an individual shareholder and some planning options for the future. The choice of the BVI is for illustration purposes only, having in mind that companies registered in other common law jurisdictions such as Hong-Kong, Singapore, Bahamas, etc. will face similar problematics.

As a matter of BVI law, **shares in a BVI company are deemed to be located in the BVI**. The effect is that where a **shareholder of a BVI company dies**, his shares cannot be transmitted to his heirs or other designated beneficiaries until a **grant of probate** (if there is a will) or **grant of letters of administration** (if the shareholder died intestate) has been obtained from the BVI court. It is important to stress out, that this procedure will not trigger taxes (such as the estate tax) in the BVI, but rather additional administrative burden in dealing with a foreign court and related legal fees.

Prior to the required grant being secured, the **shares are effectively frozen**, as they cannot be transferred, voted on or sold, nor can any dividends be paid on those shares. Where the deceased shareholder held the position of **sole director of the company, the company is literally paralyzed** and its investment and financial operations might be seriously affected.

Hence, failure to plan the transmission of BVI shares, can prove costly and would often result in additional time in the process of transferring title on death.

BVI Will

It is important to note that putting a BVI Will in place could simplify the process of obtaining the grant of probate and reduce the time delay, as the process can run in parallel with the succession proceedings in the deceased's home jurisdiction. However, the BVI Will must be proven valid under the law of the deceased's domicile if that person is not domiciled in the BVI (ex. forced heirship rules).

Reserve director

Where a company has a **sole director/sole shareholder**, who is the **same person**, it is possible to appoint a reserve director.

A reserve director **does not take office unless and until the sole director/shareholder dies** or is incapacitated. This is a smart precaution allowing to avoid disruption and inconvenience to the day-to-day operations of the company.

Nonetheless, appointing a reserve director does not remove the necessity to obtain a grant of probate/letter of administration.

Trusts and Foundations

There is a large array of different kinds of trusts and family foundations, which are widely used in estate planning.

Trusts and foundations are very effective at accomplishing different goals, such as letting assets transfer outside of probate if the shares of the BVI Company are held by the Trust/Foundation, as the shareholder does not in fact pass away, but the dispositive wishes of the deceased are communicated to the trustee/foundation board.

The Virgin Islands Special Trusts Act 2003 created a special trust (known as a "VISTA trust").

A VISTA trust is used purely for the holding of shares in a BVI Company, and enables a trustee holding such shares to distance himself entirely from the management of the company in which the shares are held.

The terms of the VISTA trust can call on the trustee to transfer the shares of the underlying BVI company to specified beneficiaries on the death of the settlor, without the settlor having to make a will. This measure avoids lengthy probate issues.

On a separate note, Switzerland offers a safe regulatory environment to administer trust and foundation structures, in the context of a multi-jurisdictional financial and estate planning project, in particular when assets are deposited in a Swiss financial institution.

Joint ownership

In certain circumstances when assets are owned jointly, those assets can pass outside of the probate process. The way in which ownership is structured is going to impact whether or not the assets will automatically pass to a new owner. For example, if shares in a BVI company are owned by joint tenants with rights of survivorship, this should make it possible for the shares to be automatically transferred to the surviving owners upon the death of any one of the joint tenants.

Inter vivos gifts

It is possible to make gifts during the lifetime, which can reduce the amount of property that transfers after the death. As such, if shares in a BVI company are transferred to the heirs prior to death, these shares are no longer subject to probate in the BVI.

Restructuring tools

Large families do often use several PIC, which are not necessarily interconnected, to allocate and manage their assets. When it comes to distribute those assets to the heirs, various legal and tax issues may arise, depending on the country of tax residence of each heir.

PIC incorporated in offshore jurisdictions, which have amended or repealed the capital maintenance rules to permit liberal financing of asset-holding companies, do generally offer flexible solutions to reorganize family holding structures, and re-allocate the assets, as the need may arise.

We do not aim to review in detail the mechanism of each restructuring scenario, but will list some examples, to give a broad idea of the tools that may be used by the families when planning for the future:

- **Increasing the capital** of a PIC, by contributing shares in other asset holding companies, thereby consolidating the various entities under a sole main holding company;
- **Contributing financial assets** (such as receivables, loans, securities, etc.) in exchange of new shares in the PIC, for the purpose of bringing personal holdings under the corporate structure, or consolidating assets under a single corporate structure;
- **Buyback of shares:** where Shareholders look to receive capital distributions instead of dividends, the PIC repurchases the shares from its shareholders and keeps them available for future investments;
- **Incorporating a subsidiary** where the PIC will act as shareholder and reinvest the assets in new projects, etc.

Private Investment Companies and the laws governing them, offer a number of options allowing to achieve the desired results without the need for substantial amendments to company constitutional documents, with minimal disruption to practical management, and while still controlling the assets and enjoying the profits of a well-executed plan.

If you require further information on these topics, about making a will, or alternative succession planning solutions, please contact our team.

Caroline RAPHOZ

Managing Director, TEP
caroline.raphoz@fige.ch

Simon CHAPPATTE

Deputy Managing Director, TEP
simon.chappatte@fige.ch

Tatiana GAIVAS

Senior Relationship Manager, TEP
tatiana.gaivas@fige.ch

FIDINAM (GENEVE) SA

Avenue Blanc 53

PO Box 1475

CH-1211 Genève 1

www.fige.ch

While the information in the above summary has been prepared in good faith and with due care, no representation or warranties are made (express or implied) as to the accuracy, currency, completeness, suitability or otherwise of such information. Figures, calculations and other information have been provided by third parties and have not been independently verified. Users should not rely on any information contained in the summary and must make their own enquiries to verify and satisfy themselves of all aspects of such information. Fidinam, its clients, officers, employees, subcontractors and agents shall not be liable (except to the extent that liability under statute or by operation of law cannot be excluded) to any person for loss, liability, damage or expense arising from or connected in any way with any use of or reliance on such information.